



APRES LES ATTENTATS, LE GOUVERNEMENT REPREND L'OFFENSIVE

Tract NPA Saint-Ouen du 01/02/2015

Quinze jours après les mobilisations du 11 janvier, le gouvernement s'organise encore une fois. Ce 26 janvier, Hollande a profité du bond de sa popularité pour lancer les discussions à l'Assemblée Nationale autour de la loi Macron, une loi qui s'attaque au Code du travail, à l'Inspection du travail et aux Prud'hommes pour en finir avec « tout ce qui bloque, freine et nuit à l'égalité et au progrès ». Pour le gouvernement, l'égalité et le progrès signifient attaques aux travailleurs et à la jeunesse. Le 26 janvier a aussi été un jour de mobilisation, appelé par différents syndicats.

Le gouvernement demande de l'unité...

Le lundi 19 janvier, Hollande a appelé les « partenaires » sociaux à être à la hauteur des événements qui ont bouleversé le pays. Selon lui, un échec dans le dialogue entre gouvernement, entreprises et syndicats aurait de lourdes conséquences qui iront bien au-delà de la loi Macron. Le gouvernement profite de la vague d'indignation et d'émotion qui a soulevé le pays pour nous faire avaler encore plus d'attaques. Avec la montée de la popularité de Valls et Hollande, portée par leur instrumentalisation des manifestations du 11 janvier, le gouvernement profite pour faire passer une loi qui permet aux entreprises d'avoir les mains encore plus libres pour gérer leurs affaires : licenciements et précarisation, c'est tout ce qui nous attend. C'est cette nouvelle localisation du gouvernement qui lui permet de passer à l'offensive, d'appeler à « l'unité » – comme si travailleurs et patronat avaient les mêmes intérêts – et de lancer une loi très impopulaire.

... pour bien nous attaquer et nous réprimer !

Concrètement, qu'est-ce que la loi Macron ? Si le projet passe, le contrat de travail deviendra un contrat civil ordinaire, sans aucune protection. Cela signifie qu'il sera encore plus facile de licencier. L'inspection du travail n'aura quasiment plus de pouvoir contre les patrons ; les médecins du travail ne pourront plus pousser les employeurs à adapter les postes de travail à la santé des travailleurs ; le travail clandestin sans protection légale ne sera quasiment plus condamné et les employeurs ne seront plus obligés d'employer de personnes handicapées. En plus, les institutions représentatives du personnel seront affaiblies et il sera interdit

d'informer en dehors de l'entreprise des exactions qui se pratiquent. Toutes ces mesures laissent le champ libre aux patrons pour faire ce qu'ils veulent. Comme si ce n'était pas suffisant, le travail du dimanche et de nuit sera banalisé et sans majoration.

Ce lot d'attaques arrive au moment où le gouvernement annonce un plan de mesures répressives au nom de la lutte contre le terrorisme. C'est dans ce cadre que différents étudiants, lycéens et collégiens, ont été interpellés par la police. À Nice, un gamin de 8 ans a été convoqué au commissariat le mercredi 28 janvier : selon les responsables de son école primaire, l'enfant faisait l'apologie du terrorisme. Selon le premier ministre, 3000 personnes doivent être surveillées. Pour mener cette politique répressive, le gouvernement prévoit de dépenser 425 millions d'euros et de créer 2680 emplois supplémentaires dans les services du ministère de l'Intérieur.

Pour empêcher les attaques du gouvernement, l'unité des travailleurs et de la jeunesse !

Pendant ce temps, les routiers, eux, se mobilisent depuis décembre pour demander la valorisation d'un des salaires le plus bas de France. Face à cela, le patronat leur propose une augmentation de... 2% ! Avec la revalorisation annuelle du SMIC, ils vont en fait toucher un centime de plus que le SMIC horaire ! Une démonstration supplémentaire des bonnes intentions du gouvernement et du patronat !

Pour faire face à la loi Macron et imposer au gouvernement son retrait pur et simple, il faut que tous les travailleurs se mettent en route, ensemble. La mobilisation du 26 janvier a été une première échéance, poursuivons dans cette voie !

**Contre la loi Macron qui casse le code du travail
Contre les lois sécuritaires et la répression du gouvernement**

**RÉUNION PUBLIQUE DU NPA SAINT-OUEN
LE JEUDI 5 FÉVRIER À 19H00 – entrée libre**

Au café LE JAURES, 7 rue du docteur Bauer (métro Mairie de Saint Ouen)

APRES LA VICTOIRE DE SYRIZA AUX ELECTIONS DU 25 JANVIER

Dimanche 25 janvier, le parti d'Alexis Tsipras, Syriza, a remporté les élections législatives grecques. Il obtient 36% des voix, soit 149 des 300 députés du Parlement grec, frôlant la majorité absolue. Ce résultat est historique pour deux raisons : pour la première fois depuis quarante ans, le pays ne sera pas gouverné ni par les sociaux-démocrates du PASOK, ni par la droite de Nouvelle Démocratie (ND) ; par ailleurs, il s'agit de la première victoire, à l'échelle européenne, d'une formation située à gauche de la social-démocratie traditionnelle depuis le début de la crise économique internationale. Voilà pourquoi le score de Tsipras suscite auprès de larges couches du monde du travail et de la jeunesse autant d'attentes et d'interrogation : un gouvernement conduit par Syriza sera-t-il suffisant pour renverser la vapeur en Grèce et, plus largement, en Europe ?

Le vote de dimanche est l'expression d'un rejet profond par les couches populaires grecques des politiques d'austérité imposées sous la pression de l'Union Européenne. Sur fond de crise politique profonde, les choix austéritaires des gouvernements successifs ont imposé aux classes populaires un recul brutal de leurs conditions de travail et de vie, jetant au chômage près de la moitié de la jeunesse du pays et condamnant à la pauvreté près d'un quart de la population.

La défaite d'Antonis Samaras (ND) qui obtient 28% des voix, exprime un rejet de cette politique austéritaire et à ses conséquences. Le PASOK, de son côté, ne recueille même pas 5% des voix. Papandréou, qui avait quitté le PASOK pour former un nouveau parti en décembre dernier, ne dépasse pas la barre des 3%, nécessaire pour entrer au Parlement. Cette crise des sociaux-démocrates en Grèce est suivie avec préoccupation par leurs homologues européens, le PSOE espagnol en tête. Face à la montée en puissance de Podemos, dont le leader, Pablo Iglesias, a partagé avec Tsipras la tribune du meeting de fin de campagne de Syriza, les sociaux-démocrates espagnols craignent d'être les prochaines victimes du basculement à gauche de l'échiquier électoral en Europe du Sud.



Avec 6,3% les néonazis d'Aube Dorée, dont les leaders politiques sont pourtant sous les verrous, confirment leur position en tant que troisième force politique du pays. Ils sont suivis de près par les centristes de To Potami et par les communistes grecs du KKE. Enfin, les Grecs Indépendants (ANEL), souverainistes de droite, obtiennent près de 5% des voix.

Sans majorité absolue, Syriza s'est tourné du côté d'ANEL, un parti connu pour sa xénophobie et ses positions anti-immigrés, pour former une coalition de gouvernement. Ce choix politique est la confirmation d'un futur tournant à droite de la direction de Syriza. Quelques heures seulement après la victoire de la gauche en Grèce, un tel choix politique est l'expression du décalage entre les aspirations des travailleurs, de la jeunesse et des classes populaires qui ont voté Syriza et la direction du parti. Celle-ci affiche en effet de plus en plus son orientation conciliatrice à l'égard de Bruxelles et des dirigeants impérialistes européens, que Tsipras appelle au « dialogue » pour renégocier et rééchelonner le paiement de la dette extérieure.

Dans ce cadre, seule la mobilisation de la classe ouvrière et de la jeunesse - en toute indépendance des différentes fractions de la bourgeoisie grecque - sera en capacité d'imposer la réponse de fond réclamée par les classes populaires. La lutte contre les Mémoires et contre l'oligarchie, évoquée par Tsipras le 25 au soir, c'est le combat contre le capitalisme grec et contre l'impérialisme. Il ne peut passer que par la mobilisation de l'ensemble du monde du travail, de la jeunesse et des classes populaires, pour la constitution d'un véritable gouvernement de l'ensemble des exploités et des opprimés.

